Rapport de mission PUMAT en Martinique :

La filière maraichage martiniquaise face à ses défis : structuration, commercialisation, et transition agroécologique

28 mars au 1er avril 2022

Thibaut JOLTREAU et Laurent PARROT

SOMMAIRE

1. **Rappel des objectifs de la mission**

2. **Déroulé de la mission et données récoltées**

3. **Observations et résultats analytiques**

4. **Valorisation programmée**

5. **Annexes**

Missionné :

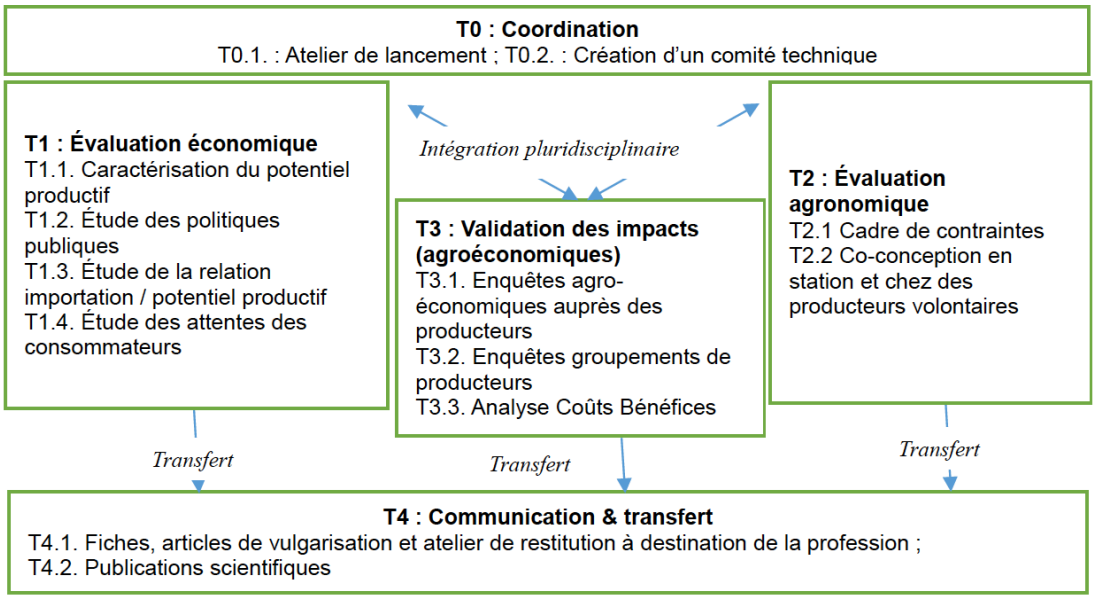
Thibaut JOLTREAU (externe) : Thibaut Joltreau est doctorant en science politique au Centre Emile Durkheim (UMR CNRS 5116), à Sciences Po Bordeaux. Sa recherche s'inscrit dans une approche d'économie politique qui analyse la régulation institutionnelle de l'activité économique à l'échelle des industries. Elle s'inscrit également dans une analyse des politiques publiques, et de la politique agricole ultramarine en particulier, afin d'interroger les processus politiques multi-échelles qui opèrent entre l'État français, l'Union européenne et les départements d'outre-mer. Sa thèse vise plus précisément à analyser le rôle de l'action publique dans la régulation de l'agro-industrie « canne-sucre-rhum-énergie » des DOM (Martinique, Guadeloupe, Réunion) et ses effets sur l'économie politique de ces territoires.

1. Rappel des objectifs de la mission :

Cette mission s'inscrit dans le projet de recherche « PUMAT », qui explore les alternatives productives permettant de promouvoir une production saine, locale et rémunératrice pour les maraîchers martiniquais. La prise en compte des dimensions économique *et* politique permet de préciser les perspectives de déploiement de démarches d'écologisation des pratiques agricoles en cours aux Antilles.

La mission, qui combine les approches des sciences politiques et économiques, intervient dans le volet T1 de la Figure 1 ci-dessous. Elle participe à l'étude des politiques publiques intervenant pour le développement du maraîchage et de l'autonomie alimentaire en Martinique, et à la caractérisation des enjeux économiques (relation du maraîchage local aux importations et aux cultures d'exportations, organisations des circuits de distribution) et environnementaux (efficacité des transferts de connaissance dans le changement des pratiques phytosanitaires) entourant cette question.

Figure 1. Structure de la proposition, des résultats attendus par tâche et des supports de diffusion et de valorisation de ces résultats.



2. Déroulé de la mission et données récoltées

Méthodologie :

-Des **entretiens semi-directifs** ont été menés auprès des acteurs de la filière maraîchère et des pouvoirs publics.

Le but principal des entretiens exploratoires auprès des agriculteurs en maraîchage était avant tout de préparer au mieux le questionnaire de l'enquête PUMAT à venir dans le cadre de la thèse de Camille Luis, tout en recueillant des données qualitatives permettant d'affiner les hypothèses de travail du projet.

Tableau 1. Liste des entretiens réalisés.

Agriculteur Sainte-Marie – quartier fonds st jacques	29/03/22, 10h00
DAAF- Pôle surfaces, primes animales et calamités agricoles Service Agriculture et Forêt	29/03/22, 16h00
Agricultrice bio, St Joseph	30/03/22, 8h30
Responsable technique et administrative d'une coopérative maraîchère (GIE MHM)	31/03/22, 9h30
Agriculteur Bio à Saint-Joseph, ancien président du GRAB	01/04/22, 15H00

L'observation d'une réunion inter-acteurs à la DAAF sur une demi-journée, ainsi que d'une visite participative d'un essai PUMAT sur une parcelle du CIRAD sur une autre demi-journée, ont complété ces entretiens.

DAAF	29/03/22, 14h00
Parcelle d'essais CIRAD	30/03/22, 13h30

Observation de la visite participative d'un essai PUMAT (crédit photo © T. Joltreau)

Données récoltées : Les données récoltées lors des entretiens sont consultables en annexe (comptes-rendus d'entretiens).

Quant aux deux demi-journées d'observation, la première à la DAAF a révélé la très faible participation des acteurs socioprofessionnels à ces réunions sur les MAEC. En effet, la DAAF a cette année organisé une réunion pour chaque nouvelle MAEC, auxquelles tous les acteurs socioprofessionnels étaient invités. Pourtant, ces réunions ont réuni de très faibles audiences (nous étions 5 dans notre cas, seulement deux organisations professionnelles et la Chambre étaient présents).

La deuxième demi-journée d'observation, bien qu'une réussite en elle-même, a aussi mis en lumière les difficultés quant aux transferts de connaissance dans la filière (cf infra).

3. Observations et résultats analytiques :

Cette mission, bien que d'une courte durée (1 semaine), a nourri le programme de recherche PUMAT à différents niveaux. Elle a notamment mis en lumière certains obstacles à la structuration et à l'écologisation de la filière maraichère martiniquaise, mais également certains leviers.

A – Défis

Les défis à relever sont ceux du développement durable de la filière :

- Une meilleure structuration de la filière peut réduire les coûts de transaction et faciliter les économies d'échelles en termes de commercialisation ;

- Mais cette structuration ne doit pas se faire au détriment de prix rémunérateurs et d'une commercialisation orientée prioritairement vers les circuits courts ;

- L'écologisation des pratiques est nécessaire à la soutenabilité environnementale des cultures.

B - Obstacles :

Certains obstacles organisationnels et institutionnels s'opposent à la résolution de ces défis. On retiendra notamment, concernant d'abord le développement général de la filière :

(1) Les **difficultés d'accès aux politiques publiques** : les entretiens montrent que les agriculteurs perçoivent un **manque de « ruissellement » de l'information** concernant les aides. Cela rejoint le constat du faible taux de participation aux réunions de la DAAF. Cela démontre surtout un **manque d'acteurs intermédiaires** afin de faciliter des démarches de plus en plus lourdes (les MAEC demandent de réunir des critères bien précis qui requièrent parfois une forme de quantification de la production assez poussée). Par ailleurs les OP

elles-mêmes déclarent manquer de moyens d'accompagnement (manque de financements pour les ressources humaines) : « *les OP sont des coquilles vides, elles sont là pour avoir des aides mais on ne les aide pas, car quasiment toutes les aides qu'on reçoit vont aux adhérents.* » (Entretien, mars 2022).

(2) La **désynchronisation des circuits de distribution locaux** (circuits courts, vente directe, grandes surfaces, …) freine les potentialités de développement de la production locale (ce qui confirme les résultats de Varenne et Parrot, 2021) ;

(3) **Obstacles à la structuration de filière** : le cadre juridique d'adhésion aux organisations professionnelles (guide juridique des OP) implique de fournir un grand nombre de pièces justificatives pour rejoindre une OP (être à jour à l'Amexa, avoir fait sa déclaration de surface, bail foncier, Certiphyto, analyse de sol chlordécone, …). Cela représente un coût d'entrée important pour certains agriculteurs. Par ailleurs, la filière apparaît pour certains comme très opaque, et l'on déplore qu'il n'y ait aucune traçabilité des aides POSEI, contrairement aux aides FEADER. Le souvenir de l'échec de la SOCOPMA traduit également une perte de confiance dans les structures. Au final, l'incitation à rejoindre une OP semble relativement faible, et représente une opportunité différente en fonction de la taille de l'exploitation : « *pour les petits, c'est pas rentable du tout ; pour les moyens l'incitation c'est plus les aides POSEI que le service de commercialisation ; et pour les gros l'incitation c'est plus la commercialisation.* ***Mais ne pas être membre d'une OP c'est moins de contrôles et moins de paperasses. Les OP ne sont plus incitatives****. »* (Entretien, mars 2022).

Et concernant ensuite l'écologisation des pratiques agricoles de la filière, on constate :

(1) La **portée limitée des politiques de réductions des usages de pesticides**, c'est-à-dire leur **degré incitatif faible**, notamment du fait de leur faible visibilité et des contraintes qu'elles posent en termes de formalisation des pratiques productives. La volonté de l'Etat de transformer les MAEC territorialisées en MAEC inter-DOM basées sur l'IFT ne semble pas à ce stade inciter les agriculteurs martiniquais à changer leurs pratiques.

(2) **Des difficultés concernant le transfert de connaissance** : les solutions existent sur le plan agronomique, mais là-aussi un manque d'acteurs intermédiaires (techniciens agricoles) limite fortement les potentialités de transfert. Trois personnes sont chargées du réseau DEPHY, ce qui en proportion de la population agricole totale parait insuffisant. La Chambre d'Agriculture semble donc manquer de moyens humains, tandis que le RITA n'est pas opérationnel en Martinique. Par ailleurs, en tant qu'acteur de la recherche, le CIRAD ne peut assurer pleinement la responsabilité du transfert.

(3) En outre, on constate une **faible capacité de la politique agricole martiniquaise à lier les enjeux de rentabilité et de durabilité**, qui sont pris indépendamment l'un de l'autre. Certains acteurs ont également mentionné une formation agricole inadaptée à l'innovation agro-écologique.

C – Leviers

Cependant la mission a également permis de relever certains leviers à explorer :

(1) Sur le plan organisationnel, il semble nécessaire **d'opérationnaliser le travail d'animation de la filière par l'interprofession**, et ce en clarifiant son rôle afin de rendre son adhésion attractive (car toutes les OP ne sont pas membre de l'interprofession AMAFEL[1]).

(2) Sur le plan agronomique et du transfert de connaissance, il parait nécessaire de promouvoir la **recherche de financements pour doter notamment les centres techniques (ex. IT2) et la Chambre d'Agriculture** de moyens supplémentaires à la réalisation de leurs taches.

(3) Sur le plan institutionnel, enfin, **repenser les instruments d'écologisation (MAEC), et notamment leur indicateur unique (IFT),** apparait comme une nécessité pour la réalisation d'une transition agro-écologique véritable. Rien n'est pensé en termes de rotations de cultures ou de services éco-systémiques.

4. Valorisation programmée

Le missionné envisage la **rédaction d'un article académique co-écrit avec Laurent Parrot**, portant sur les obstacles sociologiques et économiques à l'émergence d'une coalition d'acteurs dans la filière maraîchère martiniquaise.

Questions de recherche : quelles sont les conditions sociales à réunir pour l'émergence d'une coalition d'acteurs pertinentes en agriculture de diversification en Martinique ? Quels sont les obstacles sociologiques ***et*** économiques à ce que ces conditions soient remplis et qu'une coalition d'acteurs émerge ?

Hypothèse : les conditions à l'émergence d'une coalition d'acteurs porteuse dans la filière maraîchère martiniquaise ne sont ni réunies sur le plan sociologique ni sur le plan économique.

[1] Créée et reconnue par la DAAF en 2019, elle représente 65 % de la production organisée de fruits et légumes en Martinique, et rassemble 5 organisations de producteurs (Sica2M, SCA Ananas Martinique, AVJT, GIE MHM, Caraibes melonniers), 4 transformateurs (Simbi, la Tivolienne, Denel, Master Salad) et une enseigne de la grande distribution (Carrefour).

5. Annexe : comptes-rendus d'entretiens

1. **Agriculteur Sainte-Marie – quartier fonds st jacques**
2. **Agricultrice bio, St Joseph**
3. **GIE MHM**
4. **Agriculteur Bio à Saint-Joseph, ancien président du GRAB**

1. Compte-rendu d'entretien - agriculteur maraicher, 67 ans, le 29 mars 2022

Avec Camille Louis et Youri Catherine

1,5 ha -> 3 ha en 2024

- ⇨ Agriculture vivrière, pas de canne
- ⇨ Pourquoi pas de canne -> peut vendre du jus pour 50 centimes le kg alors qu'à la distillerie on lui en donnera 10 centimes le kg… => « canne et banane ne servent à rien pour la Martinique »

Parcours : brevet agricole, a travaillé pour la DDA fin 1970s début 80s. « *mais le jour où j'ai entendu un ingénieur agricole de la DDA dire 'l'agriculture n'a pas d'avenir en Martinique', je suis parti* »
Installé JA 1980 -> à Sainte-Marie depuis 1997
➔ A été président du MANA en 2009 quand l'asso allait couler

Phytos

Pas de phytos : purin d'ortie seulement = fertilisant et dans une forme plus pure désherbant

Désherbage manuel

Aides

Aide FEADER -> 3 ans à l'obtenir
Aide CTM -> attend toujours
➔ 9600 euros de l'Europe et 2400 en attente
➔ CTM 4000 euros

Financement pour une serre : va mettre de la tomate, courgette, laitue

Son produit phare est notamment le dachine et l'igname

Débouchés : le MANA (Marché nord atlantique)

Marché agricole Nord Atlantique -> le samedi

22 ans que le marché est là, lui y est depuis 19 ans

- ➔ Créé en 2000 par Marc Marcellin à l'époque, qui était conseiller municipal chargé de l'agriculture à Sainte-Marie, sous le maire Lordinot. Le frère de Marc Marcellin est le président actuel.
- ➔ Président Magloire Marcelin -> s'approvisionne en dehors pour avoir un marché complet
- ➔ Circuits courts : « on récolte le vendredi on vend le samedi »

Statut associatif -> pas que des agriculteurs membres de l'association (ex vendeuse d'accras)

- ➔ Caisse commune
- ➔ Asso garde 10% CA
- ➔ **Secrétaire pour les démarches administratives : surveille MAEC etc, rémunérée par l'asso et par les dossiers qui marchent (commission)** -> Marie-France Servier
- ➔ 15 agriculteurs et 35 membres dans l'asso

Chambre d'agriculture : pas d'accompagnement
Lui a un brevet agricole mais « *c'est par l'expérience qu'on apprend* »

Main d'œuvre : ouvrier 1 Haïtien 1j/semaine

« la relève en Martinique n'est pas là »

- ➔ Certains n'ont pas fait long feu

Syndicats : CDJA pendant 3-4 ans, mais a arrêté car on lui a dit « tu es trop blanc tu vas nous trahir »

Approvisionnement

Engrais

Collègue élevage fiente poule + son de blé -> 150 euros le chargement (une benne de camionnette)

- ➔ Bagasse décomposée de St James

Transformation

- ➔ A un collègue qui transforme du magnoc

Bio

Pas intéressé
« c'est quoi le bio ? Tout est pollué. »

Peut même pas utiliser du fumier de poule car on leur donne des antibiotiques

Terme « agroécologie » c'est de la politique

Structuration

Coops -> n'y croit pas

Tout a coulé -> manque de transparence

A été membre de la SOCOPMA, faisait de la pastèque au Diamant

- ➔ Un jour on lui a dit 'on n'a pas vendu vos pastèques elles sont pas mures » => **couillonade** d'après lui
- ➔ 50 000 francs de chiffre d'affaires par mois et lui ne touchait que 1000 francs

Remplacée par la coop Maïa, « *c'est les békés qui ont créé ça, ça existe toujours, au même endroit que la Socopma et ça marche mieux, c'est plus transparent* »

2. Compte-rendu d'entretien, Agricultrice maraicher BIO (JA), le 30 mars 2022

Avec Laurent Parrot, Camille Louis et Youri Catherine

Vous

1,68ha – depuis 1,5 ans

Attend subventions pour terrassements

Agrément reçu cette semaine

Formation technique chimiste -> commence à travailler pour un grand groupe à Lyon

- ➔ Retour Martinique
- ➔ Devenue végétalienne, tout une réflexion à ce moment-là, se demande ce qu'elle peut faire pour gagner sa vie et est attirée par l'agriculture
- ➔ + « je suis cheffe d'entreprise »

Son associée : Ingénieure biochimiste -> envie de se lancer dans l'agriculture après un woofing en Thaïlande

Fongecif pour financer son diplôme -> **BPREA BIO**[2]

Etude de marché pour obtenir le diplôme -> a montré que la demande de bio en Martinique est présente

Bail fermage 9 ans renouvelable

- ➔ **Difficulté à trouver des terres**
- ➔ Ont essayé avec la SAFER : leur ont dit qu'elles étaient prioritaires pour des terres à côté, mais puisqu'il y a une partie boisée finalement 'faut voir avec l'ONF' et la visite ne s'est jamais faite

Forme juridique : GAEC => permet de toucher toutes les deux les aides (x2)

Production

Maraichage principalement

« On a essayé beaucoup de choses »

- ➔ Tests pour les choix de cultures
- ➔ Essayer des associations agro-écologiques

Ce qui marche : chou, maïs, céleri, persille, dachine, patate douce, igname, concombre…

Aide JA -> aide à la transformation

Peuvent pas planter de fruitiers car les terres ne sont pas à elles

Approvisionnement

- ➔ Achète (importé de France) fumier de poule associé à du potasse
- ➔ + fumier aussi du voisin (moutons)

Semences : graines de France, « presque en contrebande » car c'est très difficile de faire venir des choses en Martinique

GRAB a un projet MadinBioSEM => objectif rassembler les semences

[2] https://www.orientation-environnement.fr/formation-bprea-maraichage-bio/

Vente

Marché bio ferme Perrine + Tannou Bio (site internet)

Tannou = prennent une marge
Marché = elles qui vendent directement

Magasins bio c'est paradoxal car les produits transformés se vendent bien mais pas forcément les fruits et légumes frais

- ⇨ L'enjeu pour le moment est plus de **produire** que de vendre

Certification BIO

Terrains était déjà en friches -> ont contacté Ecocert, analyses de chlordécone = 0

Choix en termes de valeurs : aiment toutes les deux les productions saines et 'belles' (nous donne l'exemple 'au départ on voulait des tomates cerises de toutes les couleurs' -> *rapport à l'esthétisme de la production*)

Calcul économique

Investissements = serres + transformation (modulaire -> légumes lacto-fermentés)
- ⇨ Visent un SMIC chacune

Mécanisation : est allée à un salon et a vu un robot autonome pour le désherbage, a trouvé ça génial mais il faut des terres plates => elles ont des terres en pente
- ➔ Mais peut-être un motoculteur
- ➔ Semoir mécanique -> subventions
- ➔ 2 serres avec gouttières
- ➔ Peut-être un âne, mais élevage pas très rentable

Aide à l'installation (dotation JA) valable 5 ans -> CGSR (= centre de gestion) au Gros Morne les ont aidées pour monter les dossiers, moyennant finances

Structuration

Membres du GRAB
- ⇨ elles ont rejoint le bureau car elles trouvaient que « le GRAB était un peu à l'arrêt » (suite à des conflits d'egos et de personnes)

Leur objectif = montrer que le bio est possible. Les gens qui disent le contraire n'ont pas essayé

- ➔ mais il faut de l'aide et de la recherche
- ➔ CIRAD notamment l'aide pour la gestion de l'enherbement (ateliers de Serge Simon)

Transfert

Chambre d'agriculture -> absente, ça ne ruisselle absolument pas

BSV -> jamais reçu

- ➔ Problèmes de communication
- ➔ Transfert est une vraie problématique selon elle

Utilisation du numérique

Drive commun : dès qu'on plante quelque chose, on le note sur le doc partagé -> tableur excel

Communication sur les réseaux sociaux => groupe whatsap de producteurs -> chacun dit ce qu'il amène au marché par ex

Apprentissage : quand elles ont un problème elles demandent sur les réseaux
Regardent des vidéos sur l'agroécologie sur youtube également, ex Jean-Martin Fortier

Application pour reconnaitre les plantes : PlantesNet

GRAB faisait des formations à Cuba à un moment, ils essaient de remettre ça en place

Avenir

- ➔ Problème de la transmission du savoir des anciens

Rendre l'agriculture attractive => pour elle faut pas que ce soit un but uniquement économique -> valoriser le bien-être personnel => pas de patron, gérer son temps comme on veut + participer à l'AUTONOMIE ALIMENTAIRE de son pays

3. Compte-rendu d'entretien – Responsable technique et administratif du GIE MHM, 31 mars 2022

Parcours

Arrivée en Martinique en 2009,
DAAF 2009-2011 sur l'installation des JA (ça a été formateur + développement d'un réseau pro)
Puis travaille pour une association pendant 1 an qui travaillait pour l'IMAFLHOR (ancienne interprofession F&L -> « que des belles paroles mais rien n'est allé au bout »)

- ➔ C'était une interpro au sens très large, toutes les familles étaient représentées : GMS, intrants, import-export, etc
- ➔ CODEFIV (comité développement filière végétale) lui a permis de rencontrer le président du GIE MHM qui lui a proposé son poste actuel = **responsable administrative et technique**
- ➔ Poste fourre-tout : au départ c'était plus le technique puis avec l'augmentation des adhésions et l'augmentation des charges administratives, fait plus de l'administratif

Le GIE MHM

Melon – tomate – laitue -> leur plus gros volume

Histoire : à la base 6 producteurs serristes qui se sont regroupés, pour délivrer les aides POSEI notamment => besoin d'être membre d'une OP pour obtenir les aides du POSEI

- ➔ Création en 2002, agrément en 2008 (tous fruits et légumes)

2 structures, 13 employés sur les deux structures :
-GIE : organisation professionnelle (OP)
-filiale commerciale (distribution) = Calypso, qui vend la production des adhérents + des approvisionnements extérieurs

- ⇨ Fonctionne en flux tendu, pas de stock
- ⇨ Clients : GMS, restauration (dont McDo), grossistes, transformateurs et 4ème gamme (Royal, master salades, …)
- ⇨ Restauration collective : on travaille plus du tout avec eux, ils payent pas en fait
- ⇨ 2019 : 7% chiffre d'affaires = Transformation, 13% restaus (dont McDo) et le reste GMS (carrfour, leclerc, leader price, franc prix, …) + grossistes

Production : conventionnel, BIO, et HVE

- ➔ On essaye d'encourager ceux qui sont prêts

Groupement de producteur, des <u>obligations</u> : de conseil technique, de commercialisation, etc

- ➔ Il faut au moins 5 exploitants pour créer le groupe
- ➔ Voir le Guide juridique des OP

26 adhérents au GIE, des gros et des petits, souvent des systèmes mixtes :
-ex 1 Président exploitation canne + exploitation maraichage
-ex 2 maraichage serres + maraichage champs + fleurs

-ex 3 arboriculture + canne

Comment adhérer ? GIE demande une liste de pièces :
-être à jour à l'Amexa, avoir fait sa déclaration de surface, bail foncier, Certiphyto, analyse de sol chlordécone, …
-droit d'entrée 1500 euros ; + entrée au capital 1000 euros (récupérable)

Financement de l'organisation : POSEI + prélèvements sur les ventes (contributions)

- ➔ On est très restreints au niveau des ressources humaines
- ➔ On ne reçoit plus d'aides pour l'encadrement technique venant du FEADER -> devenu trop contraignant en termes de paperasses -> appels à projet => pas le temps

Avant pour **l'encadrement technique** on avait une convention avec l'IT2, à l'époque avec Monsieur Martial qui suivait pas mal nos adhérents, maintenant je sais pas

Itinéraires techniques : chaque adhérent gère ses affaires

- ➔ On intervient seulement pour les emballages de phytos
- ➔ On va aussi essayer de regrouper des commandes si possibles : ex paillages plastiques, semences, …

Accompagnement technique (informatique) pour les déclarations de surface

- ➔ Mails de rappel toutes les semaines
- ➔ Pas de technicien agro, c'est elle qui est censée avoir les 2 casquettes
- ➔ Sauf que doit gérer à la fois l'administratif des agriculteurs et l'administratif du GIE …

Conseil d'administration : adhérents membres du CA

Statut : GIE mais volonté d'arriver au statut de SICA

- ➔ GIE statut risqué car adhérents sont solidairement responsables
- ➔ SICA permettrait que seul la structure soit responsable

Loi EGALIM : report à 2024-2025 pour l'application DOM

- ➔ Mais va avoir des effets concrets, par ex sur l'utilisation des barquettes plastiques => spécificités DOM pas forcément prise en compte
- ➔ FELCOOP, fédération nationale des coops de F&L nous tient informés de toutes ces avancées réglementaires => ils siègent notamment (on a milité pour) au Comité Sectoriel de l'ODEADOM Filières Végétales -> nous fait des remontées

Président du GIE Daniel Plissonneau -> représentant des filières de diversification végétale de Martinique à l'ODEADOM

Sur les marges réalisées sur les ventes : on est **transparents**, on donne les chiffres aux adhérents et un rapport global est aussi communiqué lors de l'Assemblée Générale
Pourquoi personne ne vient aux réunions de la DAAF ? Parce qu'il y a une forme de découragement de la profession qui se dit « ça sert à rien » et que ça correspond pas à ce qu'on veut

Transfert : RITA ne fonctionne pas, manque de recherche appliquée

- ➔ « OP sont des coquilles vides, elles sont là pour avoir des aides mais on ne les aide pas »
- ➔ Quasiment toutes les aides qu'on reçoit vont aux adhérents
- ➔ Elle ne trouve pas normal que les circuits financiers des aides POSEI (qui reçoit quoi) soient confidentiels => ce sont des aides publiques mais de traçabilité, alors que les aides FEADER c'est publique par exemple
- ➔ Par ex aide d'encadrement administratif, qui a récemment changé de format -> ODEADOM 200 000 euros pour filières végétales et animales => c'est très peu, chacun a fait sa demande mais ça dépassait le budget donc DAAF a fait la répartition et n'ont pas voulu justifier le calcul
- ➔ Enveloppe fixe : on prétend vouloir développer la filière mais on ne développe rien

Y'a entre 7 et 9 OP en Martinique : on n'entend pas parler de ce qu'il se passe chez les autres

- ⇨ **Filière très opaque**
- ⇨ « Comment fédérer des gens qui ne se parlent pas ? »

Obligation d'apport total de la production avec dérogations possibles

- ➔ Cas de 4 adhérents exclus l'année dernière
- ➔ 1/ demande d'un rapport comptable, difficile à obtenir et couteux (besoin d'un expert comptable) -> tous les agriculteurs ne se considèrent pas comme des chefs d'entreprise, ne tiennent pas leurs comptes et pas de vision de long terme
- ➔ 2/ Réglementation de 2017 par FranceAgriMer -> demande des données de production (*elle peut nous envoyer le document*) => « procédure qui n'a aucun sens pour nous »

Valorisation : ont leurs propres logos + plus gros volume en HVE

- ⇨ Le HVE 3 permet de communiquer, pas le HVE 2
- ⇨ 3 plus gros serristes du GIE sont HVE, dont 2 en HVE 3
- ⇨ Donne de la visibilité mais en termes de prix ça suit pas comparé au bio, car y'a la concurrence de l'import et GMS trop puissantes
- ⇨ Ex barquettes de tomates cerises vendues 2,20 euros par le GIE à la GMS, sont ensuite vendues 4,54 euros en GMS
- ⇨ Rapports de force asymétriques, négociation sur les prix avec les GMS sont difficiles

HVE = majoration dans le POSEI

- ➔ Avant l'aide bio c'était 800 euros par tonne, puis c'est passé à 500, en militant c'est remonté à 600
- ➔ Alors que le bio c'est une baisse de rendement de 40 à 50 %
- ➔ HVE permet d'obtenir une aide POSEI majorée de 20% en fonction de de la catégorie (3 catégories)
- ➔ A tel point que certains en bio ont voulu passer HVE ! (car aide plus intéressante que l'aide bio + meilleurs rendements car HVE autorise une pratique limitée de pesticides)
- ➔ HVE mis en place autour de 2017, c'est le GIE qui a coordonné

Quel est l'intérêt pour un producteur de vous rejoindre ?

- ➔ La question se pose vraiment selon elle
- ➔ Ça dépend de la taille de l'exploitation : pour les petits ça n'est pas rentable du tout
- ➔ Pour les petits/moyens l'incitation c'est plus les aides POSEI que le service de commercialisation

- ➔ Pour les gros l'incitation c'est plus la commercialisation
- ➔ Ne pas être membre d'une OP c'est moins de contrôles, moins de paperasses => « les OP ne sont plus incitatives »

Vos objectifs d'avenir (du GIE) ? On est tributaires de tout (importations, climats, etc), les agriculteurs sont aidés mais pas les OP

- Structure pas sereine financièrement
- des aides plus élevées permettraient de réduire les prélèvements
- + en cas de catastrophes naturelles les structures aussi ont besoin d'aides

- ➔ L'objectif c'est véritablement le volume de production, plus que le nombre d'adhérents
- ➔ Là on est autour de 1000 T, serait bien de viser une hausse d'environ 400 T
- ➔ Rémunération des salariés est le poste de dépense le plus important

Structuration de filière

Interprofession AMAFEL -> moins compliquée que ne l'était l'IMAFHLOR => production, transformation et une GMS (Carrefour) sont présents

- ➔ Y'a plus les intrants et les importateurs
- ➔ Mais toutes les OP ne sont pas présentes, l'adhésion est volontaire (selon elles problèmes « de personnes »)
- ➔ Créée et reconnue par la DAAF en 2019, représente 65 % de la production organisée de fruits et légumes en Martinique. Rassemble 5 organisations de producteurs (Sica2M, SCA Ananas Martinique, AVJT, GIE MHM, Caraibes melonniers), 4 transformateurs (Simbi, la Tivolienne, Denel, Master Salad) et 1 enseigne de la grande distribution (Carrefour)
- ➔ Rôle : « justement c'est la question… », au dernier CA elle a posé la question car pas d'animation ni de projets en commun -> programme d'action 2020 = travail sur le POSEI, stratégie filière et remontées aux institutions, valorisation (logo AMAFEL), communication (stands dans les magasins) => c'est insuffisant selon elle, ils sont mêmes pas présents dans les réunions stratégiques à la DAAF par ex
- ➔ Problème selon elle de l'animateur qui est membre-adhérent d'une OP et fils du Président de l'OP en question, donc difficile d'être impartial…

SOCOPMA : on a pu récupérer quelques adhérents, mais perte de confiance dans les structures

GMS : GBH fait partie de l'AMAFEL. Monsieur Parfait (Leclerc) avait un accord direct avec une OP, c'était surtout de la communication

CONTACTS

- Coopérative des Vergers et Jardins Tropicaux : 05 96 51 46 72 (standard); 06 96 26 10 17 (Madame Apoca, administrative qui peut nous rediriger)

- Ananas Martinique : Kevin Capron, qui est aussi **animateur de l'AMAFEL**, 06 96 00 64 99. Standard Ananas Martinique 05 96 63 76 52
- SICA 2M -> Leandro, voir dans notes téléphone Laurent
- FELCOOP (Paris) : 01 43 26 09 89

4. Compte-rendu entretien : Agriculteur Bio à Saint-Joseph, ancien président du GRAB – 1er avril 2022

Parcours

Au départ maraichage, La verte vallée.

Puis Fleurs -> 2000m^2 de potées fleuries, c'était très rentable jusqu'à ce que d'autres s'y mettent…

Puis Maraichage Bio en 2009 (1000m^2) -> Bouliki Bio depuis 2012 avec son fils

Vente directe (marché de Redoute le mercredi aprem pendant 1h) et un peu Tannou

« Je fais tout tout seul, je n'achète rien et je n'ai aucune main d'œuvre » ; mais reconnait qu'il bénéficie d'un climat exceptionnel à cœur Bouliki (ensoleillement, 4m d'eau…)

Agri-tourisme : son fils développe son projet de thalasso bien-être en bas de leur propriété

Histoire de la structuration des filières de diversification en Martinique

Les productions d'export historiques ont façonné la conception de l'agriculture en Martinique

Années 1970 : volonté des jeunes d'organiser les cultures vivrières, ce qui est également demandé par l'Etat

- ➔ Trois pionniers, les « 3 Guys » : Guy Ranlin, Guy Renard et Guy Etienne
- ➔ Lutte politique et syndicale pour structurer la diversification

Contexte : après-guerre, canne à sucre en difficulté (concurrence Cuba) et exode rural vers FdF
1959 : « émeute de la faim »

- ➔ A fait paniqué les propriétaires terriens
- ➔ Gouvernement a accéléré les mesures sociales. « rattrapage » social était lent depuis la départementalisation car représentait un coût pour les entrepreneurs

Face à l'exode rural, besoin de fixer une population dans les campagnes -> besoin d'une filière alimentaire

Les 3 Guys participent à la création de la SOCOPMA. Années 1980 création du POSEIDOM pour financer la diversification.

- ➔ Ex SICAMA exporte de l'aubergine. Mais modèle monoproductif qui augmente l'utilisation des pesticides, génère de plus en plus de maladies… => modèle aberrant selon lui : en milieu tropical besoin de faire des rotations de cultures en maraichage
- ➔ SICAMA a essayé de se diversifier mais finit par couler

- ➔ Autre ex SICAFLEUR : export de fleurs sur l'Europe, et aux US à un moment quand le dollar valait 10 francs… => mais plus compétitif à un moment donné finit par couler aussi

- ⇨ Les coops périclitent toutes à partir des années 2000

Son avis : on nous incitait à créer des OP, tout était financé pour 5 ans, mais beaucoup coulaient après les 5 ans…

SOCOPMA s'était lancé dans la transformation (pour faire du congelé – gros investissement car coût de l'énergie), mais la production ne suivait pas

- ➔ Sur le plan technique y'a eu la période des abris de cultures, puis de la fertirrigation… mais ça n'a pas marché -> niveau technique des agriculteurs n'étaient plus adaptés selon lui

Il y a quand même des agriculteurs qui ont gagné de l'argent avec la SOCOPMA, notamment à la fin des années 1970 et 1980. Mais au bout d'un moment la structure a eu des retards de paiement pour ses agriculteurs adhérents -> « GMS ont joué le mauvais rôle »

- ⇨ SOCOPMA aurait coulé dans tous les cas selon lui car les GMS étaient en train de devenir trop puissantes => positions de domination sur les marchés agroalimentaires
- ⇨ **Petits agriculteurs ne font pas le poids, et coops ne rentabilisent pas le coût du regroupement**

Banane années 1960 : 15aine de coops -> regroupé en SICABAM => Captée par des gros producteurs, une deuxième structure se crée => finalement les 2 se regroupent en BANAMART, mais chemin faisant beaucoup de petits producteurs ont coulé

- ➔ Dans la banane 6 gros producteurs s'appuient sur les petits (en termes d'image, de communication) pour obtenir des aides

Fédération des Coops - CARICOOP

CARICOOP avait été créée pour conquérir la Chambre d'agriculture, à l'époque présidée par Marcel Fabre[3]

- ➔ Premier président de ce CARICOOP Guy Ovide-Etienne
- ➔ Ensuite c'est lui qui devient président (fin des années 1980, début des années 1990), mais « j'ai hérité d'une coquille vide » => manque de financements -> les coops ne pouvaient pas financer cette structure puisqu'elles-mêmes en difficulté

[3] https://www.reussir.fr/lesmarches/deces-de-marcel-fabre-figure-de-lagriculture-martiniquaise ; https://www.lesechos.fr/1995/07/fabre-domergue-investit-sur-plusieurs-fronts-861709

Aujourd'hui, le petit agriculteur qui a 2hec n'a pas d'incitation à rejoindre une coop car il en deviendrait prisonnier

- ➔ « on ne peut pas créer des structures juste pour obtenir des aides »

La Chambre

Chambre d'agriculture : problème de transparence et de transfert

- ➔ Gouvernement a voulu créer le pluralisme politique dans les Chambres, contre la domination de la FNSEA
- ➔ et a introduit la concurrence sur la formation agricole -> mais la Chambre a la liste des agriculteurs donc démarchage plus simple pour elle selon lui

Autonomie alimentaire

Pour l'atteindre il faudrait changer toutes les techniques de production

- ➔ Révolution nécessaire dans les mentalités et dans la formation

Le BIO

- **1er regroupement en 1998, « La Bio des Antilles »**, qui était adhérente à la FNAB : 8 agriculteurs (lui a rejoint en 2000). A l'initiative d'un ancien pilote d'avion qui faisait de la banane à Sainte-Anne

- ➔ Cet ancien pilote producteur de bananes cherchait des techniques biologiques partout. Un certain Monsieur Erodie lui avait enseigné des techniques alternatives => utiliser beaucoup de purin notamment, puis il s'est lancé dans la biodynamie…
- ➔ Mais les rendements n'étaient pas là
- ➔ Le but de l'organisation était juste d'échanger sur la technique. Elle avait été financée en partie par l'ODEADOM
- ➔ Ca n'a pas trop marché. Ont même fait venir un spécialiste du composte mais sans trop de résultats

Au même moment la Chambre d'Agriculture (FNSEA) était contre le bio : début des années 2000 le président (même que l'actuel) avait écrit dans un article que le bio c'est par les riches et pour les riches

- ➔ Au même moment (début 2000s) banane capte le POSEI

- **GRAB[4] : 2006**, association AFPBM est la structure porteuse du GRAB. Sortie de la FNAB

➔ Claude Ducalcon[5] premier président, puis Léon Tisgras[6] (gros maraicher à Fonds St Denis), puis Malik Malsa[7] (Sainte-Anne, agri-tourisme)

➔ GRAB = commercialisation – 3 marchés : ferme Perrine, Schoelcher, et jardin de la santé (Ste Anne)

➔ Egalement l'herboristerie créole, qui distribue directement dans les magasins bio

➔ Avec un budget d'environ 30 000 euros, le GRAB se fixe plusieurs missions : formation, encadrement technique, distribution

➔ **40aine d'adhérents aujourd'hui sur la 60aine d'agriculteurs bio**

Comment développer l'agriculture biologique en Martinique ?

La maitrise des techniques agronomiques est encore faible.

➔ Fort enjeu également autour de la **matière organique**
➔ Cela prend du temps de faire du composte etc => **mais tant que le volume de production est faible, la mutualisation des moyens est impossible**
➔ + la commercialisation est un temps que les agriculteurs peuvent avoir tendance à négliger

Se regrouper ça demande de prendre des salariés => gestion administrative d'un regroupement nécessite des compétences spécifiques

Avenir selon lui = FORMER les agriculteurs à mieux maitriser leur production

Le discours sur le surcoût du bio (engrais bios et main d'œuvre) empêche de penser l'innovation agro-écologique

➔ D'où l'enjeu de la formation selon lui
➔ Ecophyto a été capté par l'agriculture conventionnel

Concernant la commercialisation (« produire pour vendre »), **il faut selon lui créer des circuits parallèles pour laminer les GMS**

⇨ On peut être compétitifs par rapport aux GMS mais il faut développer ces circuits parallèles

[4] https://www.grabmartinique.com/cms/
[5] https://www.grabmartinique.com/cms/index.php?option=com_content&view=article&id=76:interview-de-claude-ducalcon-sur-france-o&catid=8&Itemid=494
[6] https://www.martinique2030.com/comprendre/visite-chez-tonton-leon
[7] https://www.youtube.com/watch?v=ZJJRw01b-xE ; https://www.ta-nou.bio/pages/le-jardin-de-la-sante